

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

**ARRETE**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

**DIRECTION**  
**DES COLLECTIVITES LOCALES**  
**ET DE L'ENVIRONNEMENT**  
**JLM**

*Le Préfet des Côtes d'Armor*  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU Le Titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
  - VU le Décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
  - VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
  - VU le Décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
  - VU le Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
  - VU l'Arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
  - VU l'arrêté préfectoral en date du 13 octobre 1992 , modifié les 22 juillet 1994 et 23 novembre 1995 autorisant le GAEC BURLOT Michel à exploiter à ALLINEUC au lieu-dit « Toulmain » un élevage porcin de 192 places maternité, 50 places quarantaine-infirmierie, 1018 places engraissement, (soit 3680 places d'animaux équivalents) ;
  - VU la demande présentée par le GAEC BURLOT Michel sis à ALLINEUC au lieu-dit « Toumain » en vue de la mise aux normes du plan d'épandage de l'élevage porcin de 3680 places animaux-équivalents autorisé ainsi que la restructuration sans augmentation de cheptel par la création de 32 places maternité en remplacement de 32 places gestantes-verraterie supprimées ;
  - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
  - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
  - VU les délibérations des conseils municipaux de LE BODEO (19 février 2002), MERLEAC (21 février 2002), SAINT MAYEUX (7 mars 2002) ;
  - VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
  - VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 20 septembre 2004 ;
  - VU l'avis émis par la Commission Départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 27 janvier 2005 ;
  - VU l'avis favorable émis par la Commission d'Orientation Agricole en séance du 28 MARS 2003 ;
  - VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512 – 1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage existant ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement (livre V – titre 1<sup>er</sup>) ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## **- ARRETE -**

### **ARTICLE 1er -**

Le GAEC BURLLOT , demeurant à ALLINEUC au lieu-dit «Le Toulmain » est autorisé à installer et exploiter à ALLINEUC au lieu-dit « Le Toulmain » (section ZW n° 30 et 31) conformément aux plans annexés à la demande, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3680 places animaux équivalents (PAE) réparties comme suit : 224 places maternité (672 PAE), 986 places gestantes verraterie (2958 PAE), 50 places quarantaine infirmerie (50 PAE)

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Les prescriptions réglementaires et celles définies dans les articles ci-après devront être respectées.

### **ARTICLE 2 - Prescriptions particulières**

#### **2-1 – Effectifs :**

2-1-1 – L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 1260 porcs reproducteurs (truies, verrats, cochettes)

2-1-2 – L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 1260 reproducteurs (truies, verrats, cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique...).

2-1-3 - les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

#### **2-2 – Alimentation biphase**

2-2-1 – Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2-2-2 – En cas de non respect des normes « biphase CORPEN » le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite

#### **2-3 - Sécurité :**

2-3-1 – Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-3-2 – L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-3-3 – L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-3-4 – Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19.01.1977.

2-3-5 – Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951

#### **2-4 – Résorption :**

2-4-1 – Alimentation biphasé : 3780

2-4-2 – L'épandage sur la parcelle ZW 32 devra respecter les distances d'épandage par rapport à la zone de baignade aménagée sur l'étang de Bosméléac.

#### ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

#### ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

#### ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de ALLINEUC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du GAEC BURLOT Michel

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du GAEC BURLOT Michel dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés d'autorisation des 13 octobre 1992, 22 juillet 1994 et 23 novembre 1995.

ARTICLE 8 -

**Délai et voie de recours** (article L.514-6 du Code de l'Environnement) La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire de ALLINEUC,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au GAEC BURLOT Michel pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT MARTIN DES PRES, LE BODEO, MERLEAC, SAINT MAYEUX pour information.



SAINT-BRIEUC, le  
LE PREFET,

31 MAR. 2005

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT